

ASSEMBLÉE NATIONALE

25 juin 2025

RÉFORME DE L'AUDIOVISUEL PUBLIC ET SOUVERAINETÉ AUDIOVISUELLE - (N° 1591)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 437

présenté par

M. Caron, Mme Abomangoli, M. Alexandre, M. Amard, Mme Amiot, Mme Amrani, M. Arenas, M. Arnault, Mme Belouassa-Cherifi, M. Bernalicis, M. Bex, M. Bilongo, M. Bompard, M. Boumertit, M. Boyard, M. Cadalen, M. Carrière, Mme Cathala, M. Cernon, Mme Chikirou, M. Clouet, M. Coquerel, M. Coulomme, M. Delogu, M. Diouara, Mme Dufour, Mme Erodi, Mme Feld, M. Fernandes, Mme Ferrer, M. Gaillard, Mme Guetté, M. Guiraud, Mme Hamdane, Mme Hignet, M. Kerbrat, M. Lachaud, M. Lahmar, M. Laisney, M. Le Coq, M. Le Gall, Mme Leboucher, M. Legavre, Mme Legrain, Mme Lejeune, Mme Lepvraud, M. Léaument, Mme Élisabeth Martin, M. Maudet, Mme Maximi, Mme Mesmeur, Mme Manon Meunier, M. Nilor, Mme Nosbé, Mme Obono, Mme Oziol, Mme Panot, M. Pilato, M. Piquemal, M. Portes, M. Prud'homme, M. Ratenon, M. Saint-Martin, M. Saintoul, Mme Soudais, Mme Stambach-Terrenoir, M. Taché, Mme Taurinya, M. Tavel, Mme Trouvé et M. Vannier

ARTICLE 3

Sous réserve de son traitement par les services de l'Assemblée nationale et de sa recevabilité
--

Supprimer l'alinéa 6.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par cet amendement de coordination du groupe LFI-NFP, nous réitérons notre opposition de projet de holding France Médias.

Ce projet de holding est quasi-unanimement décrié par les professionnels du secteur, et notamment les syndicats. A titre d'illustration, encore récemment, le 19 juin dernier, six syndicats de Radio France ont diffusé un message interne dans lequel ils appellent à une grève "illimitée" à partir 26 juin pour "défendre Radio France et l'audiovisuel public". Les syndicats de Radio France dénoncent le "retour du projet de loi sur la fusion de l'audiovisuel public", un projet qui "reste la plus grande menace pour nos missions de service public". Ils y voient un "montage bureaucratique et politique" qui "menace gravement l'indépendance de Radio France, sa mission de service public et l'existence même de certaines antennes". "Sous prétexte de réforme, c'est une déstabilisation et un affaiblissement organisés." Les six syndicats signataires s'opposent également aux mesures

d'économie qui touchent Radio France, "un étranglement budgétaire" qui conduit la direction du groupe à multiplier "les projets erratiques et les restructurations dévastatrices".